

Zimbabwe : est-ce une question d'élections ou une question d'évolution de régime politique ?

Régis Marzin, Paris, le 5 août 2018

<https://regardexcentrique.wordpress.com/>

<https://regardexcentrique.wordpress.com/2018/08/05/zimbabwe-est-ce-une-question-delections-ou-une-question-devolution-de-regime-politique-english-version/>

Contact [Mail](#), Twitter : [@Regis Marzin](#)

English version below

Fallait-il attendre ou non une démocratisation réelle du Zimbabwe en 2018 ? Les discours d'espoir et de méfiance se sont mêlés jusqu'au 3 août, date de l'annonce d'un résultat officiel de la présidentielle par la Commission électorale (ZEC). Ce jour-là, dans les commentaires extérieurs, les discours de doute et de déception ont pris le dessus, sans doute déjà tempérés par des diplomates orientés vers la limitation des violences après les premiers morts. A ce stade, dans quelle mesure l'évolution d'une dictature vers une démocratie a-t-elle progressé ? Quelles perspectives se profilent au travers de la compréhension du processus électoral des législatives et de la présidentielle ?

La liste des dictatures en Afrique n'est discutée ni par les media, ni par les dirigeants politiques et diplomates, mais le régime de Robert Mugabe était pourtant l'un des seuls consensuellement « certifié » dictature au niveau international, dans le monde anglophone en particulier. Cette caractéristique non contestée détermine l'évolution du pays depuis la chute du dirigeant : après son départ, l'évolution a été jugée a priori grandement positive et devait optimistement le rester, comme après le départ de José Dos Santos en Angola.

Certes, les prévisions optimistes peuvent être utiles quand elles permettent d'établir les conditions d'un changement, mais, comme en Angola en 2017, au-delà de l'observation des questions électorales ponctuelles proprement dites, une autre approche est possible. En considérant que les processus électoraux sont déterminés par la nature des régimes et par l'historique de la relation des régimes avec le fonctionnement démocratique, sachant que le critère principal de qualification de la nature des régimes réside dans la manière d'acquérir le pouvoir et de le conserver, une autre question pertinente pouvait être celle de l'évolution de la nature du régime lors du processus électoral : le système du pouvoir au Zimbabwe avait-il suffisamment changé avant et pendant le processus électoral pour permettre un processus électoral d'un niveau démocratique ? Quelle orientation dans l'évolution du régime était acceptée ou voulue par les dirigeants en charge de l'organisation de l'élection aux côtés de la Commission électorale ?

Selon la règle des élections en 'dictature stable' en Afrique (Régis Marzin 2018) : « Il n'y a pas en dictature d'élection présidentielle ou d'élections législatives correctes ou même douteuses sans une transition vers la démocratie préalable. D'une part, il n'y a pas d'élection perdue par le chef d'Etat sortant ou le parti au pouvoir en dictature stable, sauf rares exceptions. D'autre part, il n'y a pas d'élections gagnées par un chef d'Etat sortant en dictature stable sans détournement du processus électoral en amont ou fraudes massives le jour du vote. L'absence de processus électoraux corrects définit la dictature. Si une élection correcte était organisée, le régime tomberait. Dans les cas où le résultat n'est pas inversé à la compilation des procès-verbaux et à la publication des résultats officiels, et où une majorité de votants a voté pour le président sortant, le processus électoral a été détourné des règles de la démocratie en amont selon de multiples modalités disponibles. ». Que devient cette règle lorsqu'un dirigeant sortant est remplacé par un parti politique sortant dominant le pays ? La règle s'applique de la même manière lorsqu'un parti politique remplace un chef d'Etat dans la domination de la vie politique.

Le parti politique ZANU-PF (Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique) est un ancien parti unique 'de fait', historiquement marxiste, qui a conservé le pouvoir aux côtés de Robert Mugabe de 1980 à 2017. La défaite du Zanu-PF aux élections législatives du 29 mars 2008 a constitué une des rares exceptions

à la règle des élections en ‘dictature stable’ en Afrique depuis 1990. Autant que Robert Mugabe, le Zanu-PF a l’expérience du détournement régulier de processus électoraux.

Si un régime politique dictatorial ne tombe pas au départ d’un dirigeant, une question qui se pose est celle de l’éventualité d’une transformation en dictature de parti politique, différente d’une dictature classique autour d’une personnalité ou d’une famille. Ces dictatures de parti connaissent des alternances de présidents plus ou moins fréquentes. Elles sont compatibles avec une limitation du nombre de mandats présidentiels dans la constitution. Le modèle original est celui de la Tanzanie où le parti CCM a conservé depuis 1985 le pouvoir grâce à 4 chefs d’Etat, avec une limitation à deux mandats correctement appliquée. Les autres pays sont le Mozambique depuis 1986 (Frelimo) avec là-aussi une limite de deux mandats, l’Ethiopie depuis 1991 (FDRPE) et d’une certaine manière l’Algérie depuis 1962 ou 1979 puisque le FLN y traverse des phases de faiblesse. Robert Mugabe ayant été remplacé en 2017 par l’armée et le Zanu-PF par Emmerson Mnangagwa, la probabilité d’alternance aux législatives et à la présidentielle était faible et la probabilité qu’une étape supplémentaire dans la transformation en dictature de parti soit franchie, était forte.

A la suite d’une victoire d’Emmerson Mnangagwa à la présidentielle à 50,8% des voix contre 44,3 % pour Nelson Chamisa, les hypothèses de tous les procédés de détournement du processus électoral doivent être considérées : en amont, le jour du vote, et à la compilation des résultats. Comme les techniques de fraudes le jour du vote et à la compilation des résultats sont plus difficiles à mettre en œuvre aux législatives, la victoire du Zanu-PF aux législatives permet de considérer comme probable une influence forte sur les résultats finaux des procédés en amont. Le choix du pouvoir d’accepter de très nombreuses missions d’observation oriente également vers une probabilité forte d’utilisation des techniques en amont, avec une sélection de techniques compatibles avec de l’observation.

La Mission d’observation électorale de l’UE (MOE-UE) était la seule mission à la fois compétente et suffisamment influente. La Déclaration préliminaire de la MOE de l’UE du 1^{er} août (traduction de l’anglais) qui indique : « Un climat politique amélioré, des droits de participation inclusifs et un vote pacifique, mais des conditions de jeu inégales, l’intimidation des électeurs et le manque de confiance dans le processus ont miné l’environnement pré-électoral. Nous espérons maintenant un processus de résultats transparent et traçable », a confirmé que l’analyse s’oriente vers les techniques de détournement du processus électoral en amont.

En Afrique, les techniques de détournement de processus électoraux en amont se regroupent en 4 grandes familles : les actions de fraude sur le fichier électoral, la désorganisation de l’opposition, la modification du contexte du processus électoral en agissant à tous les niveaux de la société pour rendre impossibles les débats, et le contrôle des actions des institutions en charge du processus électoral. Se rajoute d’autres points, tels que l’inégalité des budgets. Au Zimbabwe en 2018, même si des méthodes en amont, le jour du vote et à la compilation, ont pu être mixées, le détournement en amont semble avoir été déterminant.

La conclusion du rapport préliminaire de la MOE-UE précise (traduction de l’anglais) « Les élections ont été compétitives, la campagne a été largement pacifique et, dans l’ensemble, les libertés politiques pendant la campagne, y compris la liberté de mouvement, de réunion et de parole, ont été respectées. Cependant, l’utilisation abusive des ressources de l’Etat, les cas de coercition et d’intimidation, les comportements partisans des leaders traditionnels et les préjugés manifestes dans les médias d’Etat, tous en faveur du parti au pouvoir, n’ont pas encore permis qu’un terrain de jeu vraiment égal soit atteint, ce qui a eu un impact négatif sur le caractère démocratique de l’environnement électoral. » Le Zanu-PF et Emmerson Mnangagwa ont utilisé les méthodes les moins visibles et les moins contestables : rien sur le fichier électoral, pas de désorganisation de l’opposition et de répression, peu d’atteintes à la liberté d’expression.

Le résultat des législatives, 145 députés sur 210 pour le Zanu-PF contre 63 pour le MDC, avec les femmes 171 sur 270 pour le Zanu-PF et 84 pour le MDC, permet de constater la bonne implantation du Zanu-PF dans tout le pays. Le découpage électoral des circonscriptions est resté le même que sous Robert Mugabe. La méthode du déséquilibre géographique du découpage électoral est de loin la méthode la plus utilisée en dictature en Afrique pour détourner un processus électoral de législatives en amont. La technique est utilisée

de manière décomplexée et est parfois suffisante pour obtenir une large majorité de députés avec une minorité de voix. Au Zimbabwe, la victoire en 2008 du Mouvement pour le changement démocratique de Morgan Tsvangirai par 99 sièges grâce à 42,88% des voix, contre 97 au Zanu-PF grâce à 45,94% des voix, montrait que Mugabe en 2008 n'utilisait pas cette méthode comme d'autres dictateurs, surtout francophones, au Togo, au Gabon, au Tchad par exemple. Comme cela a été remarqué en 2013 par la mission d'observation électorale du Norwegian Resource Bank for Democracy and Human Rights (Nordem) (p26, traduit de l'anglais), la nouvelle Constitution de 2013 indique : « aucune circonscription ou paroisse de l'autorité locale concernée ne peut avoir plus de vingt pour cent de plus ou moins d'électeurs inscrits que les autres circonscriptions ou quartiers (art. 161 (6) (f) ». Cela confirme qu'au Zimbabwe, la méthode n'est pas du tout utilisée.

Cependant, les zones rurales très contrôlées par le Zanu-PF sous Robert Mugabe ont continué à peser en faveur du Zanu-PF. Le Zanu-PF semble avoir surtout contrôlé les media, comme à l'époque de Mugabe, et utilisé les chefs traditionnels pour que le débat démocratique ne se propage pas des zones urbaines vers les zones rurales. D'autres dirigeants ont utilisé des méthodes similaires, en particulier les Gnassingbé au Togo. La Commission électorale (Zec) est par ailleurs globalement contestée.

Les techniques de détournement en amont peuvent être constatées mais pas traitées en direct par des observateurs. Au pire, les techniques de détournement en amont permettent aux dictatures une neutralisation des missions d'observation non préalablement compromises. Il était en partie prévisible que la MOE-UE ne pourrait que proposer des améliorations futures. Les missions d'observations de l'Union africaine (Ua) sont en général politiquement favorables aux dictatures en place et apportent peu si ce n'est d'ouvrir la porte protocolairement à des missions plus sérieuses, selon le principe de complémentarité.

Au travers de ce processus électoral, le Zimbabwe a commencé à rejoindre la Tanzanie, le Mozambique, l'Algérie, l'Ethiopie, l'Angola, dans les dictatures de parti politique avec alternance de leader. Il s'agit d'une nouvelle étape dans une transformation. Robert Mugabe étant tellement âgé qu'il ne pouvait que disparaître, ce qui poussait les acteurs de son système à préparer une succession. Ils ont choisi de mettre en exergue la chute du dictateur tout en valorisant ses anciens co-équipiers et en communiquant sur la mise en œuvre d'améliorations. Une fois franchi l'étape d'une victoire électorale même contestée, le nouveau régime issu d'une mutation de l'ancien est installé, et, il peut l'être plus ou moins solidement.

La limitation à deux mandats de 5 ans a été ajoutée par la réforme constitutionnelle de 2013, qui a fait suite à la crise électorale après la présidentielle de 2008 et la sorte d'inversion du résultat de son second tour boycotté en raison des violences, et à l'accord de partage du pouvoir avec le MDC sous pression des Nations-Unies. Cette limitation fait que le Zimbabwe se retrouve aujourd'hui sur le modèle de la dictature de parti de la Tanzanie et du Mozambique, également suivi en Afrique australe par l'Angola. Parmi les 16 états de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC, Southern African Development Community), les états non-démocratisés sont l'Angola, le Mozambique, la RDC, le Swaziland, la Tanzanie et le Zimbabwe. Le Swaziland, monarchie absolue archaïque est à part. Quatre états non-démocratisés sur 6 sont déjà sur le modèle de la dictature de parti politique avec limitation à deux mandats présidentiels. Kabila en RDC se trouve contraint de tenter de se plier à ce modèle alors qu'il aurait voulu rester sur le modèle d'une dictature de personnalité. Quatre dictatures de parti sur 6 en Afrique, sans la RDC, seront maintenant en SADC. Le modèle de la dictature de parti politique avec limite de deux mandats concerne donc prioritairement l'Afrique australe. Ce modèle devient aussi un modèle anglophone et lusophone, épargnant les dictatures des ex-colonies françaises, dans lesquelles les limitations du nombre de mandats ont été très souvent supprimées. En Angola et au Zimbabwe, des améliorations au niveau Etat de droit compensent pour l'instant partiellement la gravité de l'évolution.

D'autres critères permettront dans les années à venir de considérer l'avancement éventuel du processus de démocratisation au Zimbabwe. La liberté d'expression et de la presse dans les zones rurales pourrait être un enjeu. L'armée continuera de peser sur la vie politique. Le régime tentera de préserver l'impunité des dirigeants mêlés aux crimes de l'époque Mugabe, y compris Emmerson Mnangagwa, ce qui freinera la démocratisation puisque ces dirigeants craindront qu'une alternance ne remette en cause cette impunité. Un

danger est que le Zanu-PF complexifie sa stratégie de détournement des processus électoraux en amont pour passer le cap de 2023.

La MOE-UE et les autres missions d'observations (SADC, Carter Center, ECF, Commonwealth, Comesa, IRI-NDI – à l'exclusion de l'UA) ont été en partie instrumentalisées malgré elles, parce que les techniques de détournement en amont étaient déjà activées et non modifiables dans les dernières semaines avant le scrutin. La réaction politique de l'UE, par la voix du SEAE le 2 août, est légèrement plus favorable au régime en place, que l'avis de la MOE-UE de la veille. Pour le SEAE de l'UE, un certain équilibre dans les actions et le jugement peut permettre de continuer à agir pour l'Etat de droit et l'amélioration des processus électoraux, même sans garanties concernant la poursuite d'une démocratisation réelle.

Les experts des MOE-UE et leur hiérarchie ont l'expérience des observations en dictature de parti politique avec alternance de leader puisque 3 MOE-UE ont été organisées en Tanzanie en 2000, 2010 et 2015. Dans ce pays, les MOE-UE se confrontent à une dictature de parti, assez méconnue, à la limitation de 2 mandats trompeuse. Sans compréhension de l'idée de la transformation en dictature de parti, le risque est pour la politique européenne d'être marginalisée, neutralisée, renvoyée aux aspects commerciaux. Ces expériences dans les dictatures de partis, si elles devenaient trop nombreuses, pourraient affaiblir l'outil des MOE-UE en Afrique.

Positivement, au Zimbabwe, le niveau de dictature a fortement baissé du fait de la stratégie utilisée par le Zanu-PF pour conserver le pouvoir. En général, le niveau de dictature augmente par nécessité de survie du régime. Au pire, à moyen terme, si un rapport de force se construit par la suite, ce niveau est susceptible de ré-augmenter. Certains diplomates, pour éviter un scénario de type kenyan avec violences électorales récurrentes, risquent de chercher à figer la situation, ce qui pourrait faciliter la consolidation d'une dictature de parti.

Après l'expérience angolaise de 2017 et zimbabwéenne de 2018, pour les diplomates accompagnant les missions d'observations, surtout européens, trouver une manière de reconnaître plus clairement la persistance de régimes non-démocratiques lors d'alternance de chefs d'Etat serait utile. Même si le processus lancé par les recommandations d'une mission d'observation est rarement efficace, la situation au Zimbabwe présente des spécificités qui peuvent faire relativiser les perspectives d'échec à ce niveau. Les améliorations qui ont été nécessaires au régime pour se maintenir en 2018 peuvent encore être consolidées, au travers du renforcement d'un état de droit, et de solutions spécifiques qui s'opposeraient aux méthodes de détournement du processus électoral en amont qui ont été utilisées.

Régis Marzin

Journaliste et chercheur en Sciences politique indépendant,

Paris, le 5 août 2018

Version anglaise (Google traduction + corrections) :

Seule la version française avec les liens-sources fait foi.

English version (Google translation + corrections):

Only the French version with the links-sources is authentic.

*

Zimbabwe: Is it a question of elections or a question of political regime evolution?

Régis Marzin, Paris, August 5, 2018

<https://regardexcentrique.wordpress.com/>

Contact [Mail](#), [Twitter](#) : [@Regis_Marzin](#)

Should we wait or not for a real democratization of Zimbabwe in 2018? Speeches of hope and mistrust intermingled until August 3, the date of the announcement of an official result of the presidential election by the Electoral Commission (ZEC). That day, in the external comments, the speeches of doubt and disappointment took over, probably already tempered by diplomats oriented to the limitation of violence after the first deaths. At this stage, to what extent has the evolution of a dictatorship towards a democracy progressed? What perspectives are emerging through the understanding of the electoral process of legislative and presidential elections?

The list of dictatorships in Africa is not discussed by the media, nor by the political and diplomatic leaders, but the Robert Mugabe regime was yet one of the only consensually "certified" dictatorship at the international level, particularly in the English-speaking world. This undisputed feature determines the evolution of the country since the fall of the leader: after his departure, the evolution was judged a priori largely positive and should optimistically remain so, as after the departure of José Dos Santos in Angola.

Admittedly, optimistic forecasts can be useful when they make it possible to establish the conditions for change, but, as in Angola in 2017, beyond the observation of specific electoral issues, another approach is possible. Considering that the electoral processes are determined by the nature of the regimes and by the history of the relation of the regimes to the democratic functioning, knowing that the main criterion of qualification of the nature of the regimes resides in the manner of acquiring the power and to keep it, another relevant question could be the changing nature of the regime in the electoral process: had the power system in Zimbabwe changed sufficiently before and during the electoral process to enable an electoral process of democratic level? What orientation in the evolution of the regime was accepted or wanted by the leaders in charge of organizing the election alongside the Electoral Commission?

According to the rule of elections in 'stable dictatorship' in Africa (Régis Marzin 2018): "There is no dictatorship of presidential elections or parliamentary elections correct or even doubtful without a transition to democracy. On the one hand, there is no election lost by the outgoing head of state or the ruling party in a stable dictatorship, with rare exceptions. On the other hand, there are no elections won by an outgoing head of state in a stable dictatorship without misappropriation of the upstream electoral process or massive fraud on the day of the vote. The absence of proper electoral processes defines dictatorship. If a proper election were organized, the regime would fall. In cases where the result is not reversed in the compilation of the minutes and publication of the official results, and where a majority of voters voted for the incumbent, the electoral process was diverted upstream from the rules of democracy according to multiple modalities available. ". What happens to this rule when an outgoing leader is replaced by an outgoing political party dominating the country? The rule applies in the same way when a political party replaces a head of state in the domination of political life.

The ZANU-PF (Zimbabwe African National Union - Patriotic Front) political party is a former, historically Marxist, 'de facto' party, that has retained power alongside Robert Mugabe from 1980 to 2017. The defeat of Zanu-PF in the legislative elections of March 29, 2008 was one of the rare exceptions to the rule of elections in 'stable dictatorship' in Africa since 1990. As much as Robert Mugabe, the Zanu-PF has the experience of the regular diversion of electoral processes.

If a dictatorial political regime does not fall with its leader, a question arises about the possibility of a transformation into a dictatorship of a political party, different from a classic dictatorship around a personality or a family. These dictatorships of a political party experience alternations of more or less frequent presidents. They are compatible with a limitation of the number of presidential terms in the constitution. The original model is that of Tanzania where the CCM party has retained power since 1985 through four heads of state, with a limitation to two terms correctly applied. The other countries are Mozambique since 1986 (Frelimo) with here also a limit of two mandates, Ethiopia since 1991 (FDRPE) and in a certain way Algeria since 1962 or 1979 since the FLN goes through phases of weakness. Robert Mugabe was replaced in 2017 by the army and Zanu-PF by Emmerson Mnangagwa, the probability of alternation to the legislative and presidential was low and the probability that an additional step in the transformation into party dictatorship is crossed, was strong.

Following the victory of Emmerson Mnangagwa in the presidential election with 50.8% of the votes against 44.3% for Nelson Chamisa, the hypotheses of all processes of diversion of the electoral process must be considered: upstream, during the day of the vote, and during the compilation of the results. Since voting fraud techniques and compilation of results are more difficult to implement in the legislative elections, Zanu-PF's victory in the legislative elections makes it possible to consider as likely a strong influence on the final results of upstream processes. The choice of the power to accept a large number of observation missions also points to a high probability of using upstream techniques, with a selection of techniques compatible with observation. The EU Election Observation Mission (EU-EOM) was the only mission that was both competent and sufficiently influential. The EU's preliminary statement of the EU-EOM of 1 August, which indicates: "Improved political climate, inclusive participation rights and a peaceful vote, but un-level playing field, intimidation of voters and lack of trust in the process undermined the pre-election environment. We now hope for a transparent and traceable results process.", confirmed that the analysis is moving towards the techniques of diversion of the upstream electoral process.

In Africa, the techniques of diversion of electoral processes upstream are grouped into four main families: the actions of fraud on the electoral register, the disorganization of the opposition, changing the context of the electoral process by acting at all levels of society to make debates impossible, and the control of the actions of the institutions in charge of the electoral process. There are other points, such as unequal budgets. In Zimbabwe in 2018, even though upstream methods, on voting day and at compilation, were mixed, upstream diversion seems to have been decisive.

The conclusion of the preliminary EU-EOM report states: "The elections were competitive, the campaign was largely peaceful and, overall, political freedoms during the campaign, including freedom of movement, assembly and speech, were respected. However, the misuse of state resources, instances of coercion and intimidation, partisan behaviour by traditional leaders and overt bias in state media, all in favour of the ruling party, meant that a truly level playing field was not yet achieved, which negatively impacted on the democratic character of the electoral environment". The Zanu-PF and Emmerson Mnangagwa used the least visible and least questionable methods: nothing on the electoral register, no disorganization of the opposition and repression, few attacks on freedom of expression.

The result of legislative elections, 145 deputies out of 210 for the Zanu-PF against 63 for the MDC, with the women 171 out of 270 for the Zanu-PF and 84 for the MDC, make it possible to note the good implantation of the Zanu-PF in all the country. The electoral division of constituencies remained the same as under Robert Mugabe. The method of geographical imbalance of the electoral division is by far the most used method in dictatorship in Africa to divert an electoral process of legislative upstream. The technique is used in an uninhibited way and is sometimes sufficient to obtain a large majority of deputies with a minority of votes. In Zimbabwe, the victory of Morgan Tsvangirai's Movement for Democratic Change in 2008 by 99 seats thanks

to 42.88% of the votes, against 97 in the Zanu-PF thanks to 45.94% of the votes, showed that Mugabe in 2008 did not use this method like other dictators, especially francophones, in Togo, Gabon, Chad for example. As noted in 2013 by the Election Observation Mission of the Norwegian Resource Bank for Democracy and Human Rights (Nordem) (p26), the new 2013 Constitution states: "No constituency or ward of the local authority concerned may have more than twenty per cent more or fewer registered voters than the other such constituencies or wards" (Section 161 (6) (f)". This confirms that in Zimbabwe the method is not used at all.

However, rural areas heavily controlled by Zanu-PF under Robert Mugabe continued to weigh in favor of Zanu-PF. Zanu-PF seems to have mostly controlled the media, as in Mugabe's time, and used traditional leaders to ensure that democratic debate does not spread from urban to rural areas. Other leaders have used similar methods, especially Gnassingbe father and son in Togo. The Electoral Commission (ZEC) is also widely disputed.

Upset diversion techniques can be observed but not prevented live by observers. At worst, the techniques of diversion upstream allow dictatorships to neutralize observation missions not previously compromised. It was partly predictable that the EU-EOM could only propose future improvements. The African Union (Ua) observation missions are generally politically favorable to the dictatorships in place and bring little if not to open the door protocolally to more serious missions, according to the principle of complementarity.

Through this electoral process, Zimbabwe began to join Tanzania, Mozambique, Algeria, Ethiopia, Angola, in political party dictatorships with alternating leadership. This is a new stage in a transformation. The fact that Robert Mugabe was so old that he could only disappear soon pushed the actors of his system to prepare a succession. They chose to highlight the fall of the dictator while valuing his former teammates and communicating on the implementation of improvements. Once passed the stage of a contested electoral victory, the new regime resulting from a mutation of the old is installed, and, it can be more or less solidly.

The limitation to two five-year terms was added by the constitutional reform of 2013, which followed the electoral crisis after the 2008 presidential election and the kind of inversion of the result of its second round boycotted because of the violence, and to the power-sharing agreement with MDC after the pressure of United Nations. This limitation means that Zimbabwe is today modeled on the party dictatorship of Tanzania and Mozambique, also followed in southern Africa by Angola. Among the 16 states of the Southern African Development Community (SADC), the undemocratic states are Angola, Mozambique, DRC, Swaziland, Tanzania and Zimbabwe. Swaziland, archaic absolute monarchy is apart. Four out of six non-democratized states are already modeled on the dictatorship of a political party with two presidential term limits. Kabila in the DRC is forced to try to comply with this model when he wanted to remain on the model of a dictatorship of personality. Four out of six party dictatorships in Africa, without the DRC, will now be in SADC. The model of the dictatorship of a political party with a limit of two terms therefore concerns primarily Southern Africa. This model also becomes an anglophone and lusophone model, sparing the dictatorships of the former French colonies, in which the limitations of the number of mandates were very often suppressed. In Angola and Zimbabwe, improvements in the rule of law are partially offsetting the severity of the evolution.

Other criteria will make it possible in the years to come to consider the possible advancement of the democratization process in Zimbabwe. Freedom of expression and the press in rural areas could be an issue. The army will continue to weigh on political life. The regime will seek to preserve the impunity of the leaders involved in the crimes of the Mugabe era, including Emmerson Mnangagwa, which will slow down the democratization since these leaders will fear alternation does not call into question this impunity. One danger is that Zanu-PF complicates its strategy of diversion of electoral processes upstream to pass the course of 2023 elections.

The EU-EOM and the other observation missions (SADC, Carter Center, ECF, Commonwealth, Comesa, IRI-NDI - excluding the AU) have been partly instrumentalized in spite of them, because the diversion techniques upstream were already activated and not modifiable in the last weeks before the election. The EU's political reaction, by the EEAS on 2 August, is slightly more favorable to the regime in place than the previous EU-

EOM opinion. For the EU EEAS, a certain balance in actions and judgment can help to continue to act for the rule of law and the improvement of electoral processes, even without guarantees regarding the pursuit of real democratization.

The EU-EOM experts and their hierarchy have the experience of observation in dictatorship of political party with alternation of leader since 3 EU-EOM were organized in Tanzania in 2000, 2010 and 2015. In this country, the EU-EOM is face a party dictatorship, quite unknown, to the limitation of 2 terms misleading. Without understanding the idea of transformation into a party dictatorship, the risk is for the European policy to be marginalized, neutralized, returned to the commercial aspects. These experiences in party dictatorships, if they became too numerous, could weaken the EU-EOM tool in Africa.

Positively, in Zimbabwe, the level of dictatorship has fallen sharply due to the strategy used by Zanu-PF to maintain power. In general, the level of dictatorship increases by necessity of survival of the regime. At worst, in the medium term, if a balance of power is built later, this level is likely to re-increase. Some diplomats, to avoid a scenario of Kenyan type with recurrent electoral violence, may seek to freeze the situation, which could facilitate the consolidation of a party dictatorship.

After the Angolan experience of 2017 and the Zimbabwean one of 2018, for the diplomats accompanying the observation missions, especially European ones, to find a way to more clearly recognize the persistence of undemocratic regimes during the alternation of heads of state would be useful. Although the process initiated by the recommendations of an observation mission is rarely effective, the situation in Zimbabwe has specificities that can put into perspective the prospects of failure at this level. The improvements that have been necessary for the regime to remain in 2018 can still be consolidated, through the strengthening of the rule of law, and specific solutions that would oppose the methods of diversion of the upstream electoral process that were used.

Regis Marzin
Independent journalist and researcher in Political Science,
Paris, August 5, 2018